

2017, les dépenses sociales et locales sont certes revenues à l'équilibre, dix ans après la fin de la crise, mais cela n'a pas empêché leurs dépenses d'augmenter nettement entre 2007

seconde). Les deux administrations ont retrouvé l'équilibre grâce à la dynamique de leurs recettes. Ce n'est pas le cas de l'Etat, qui a consenti à de forts transferts pour rétablir les

sur ses recettes de l'affaiblissement de la croissance consécutif à la crise financière de 2008-2009, et son solde s'est dégradé de 0,5 point de PIB sur la période », écrit la Cour des comptes.

« accroître leurs investissements ou baisser leur fiscalité plutôt que de laisser croître leurs excédents ». Un scénario qui ruinerait les plans de l'exécutif. — R. H.

nouve
cle lo
insou
aussi
la que

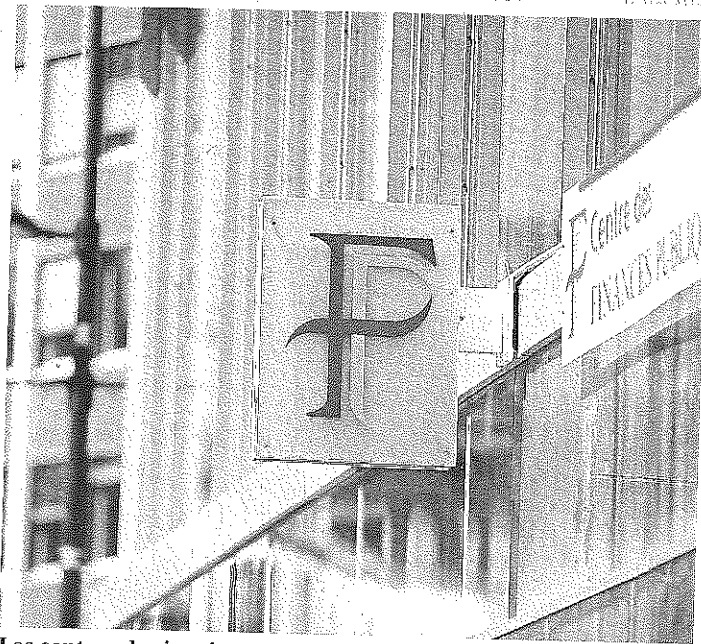
Le scénario choc de 30.000 postes supprimés au sein des services fiscaux

Gilles Johanet, procureur général près la Cour des comptes, estime possible la suppression de 30 % des implantations et des effectifs de la Direction générale des finances publiques à l'horizon 2022.

Leïla de Comarmond
@leiladeco

Dans le rapport qu'elle a publié le 20 juin, la Cour des comptes ne s'est pas contentée de faire un bilan de la création de la Direction générale des finances publiques issue de la fusion de celle des impôts et de celle de la comptabilité publique, il y a dix ans. Son premier président, Didier Migaud, a plaidé pour « passer à l'étape suivante », estimant que la « stratégie de transformation à bas bruit touch[ait] ses limites ». Mais si les magistrats financiers ont tracé des pistes d'évolution, ils se sont gardés d'en chiffrer les conséquences sur l'emploi.

500 millions d'euros par an
Le procureur général près de la Cour des comptes a été, lui, plus loquace dans les observations qu'il a présentées le 12 juin devant la chambre du Conseil, l'instance composée du premier président, des présidents de chambre et de tous les conseillers maîtres qui a donné l'imprimatur au rapport publié. Ce dernier a appelé à doper les budgets informatiques, mais sans donner de chiffres précis. Faisant preuve d'une « audace tranquille », Gilles Johanet a franchi le pas. « Moyennant un investissement massif dans la transformation numérique [...] et une revue en profondeur des missions, qui aille au-delà des premiers ajustements que propose le rapport, un scénario médian aurait pu viser un objectif à l'horizon 2022 de suppression de l'ordre de 30 % des implantations – et c'est peu – et des effectifs », a affirmé le procureur général, évoquant « peut-être de l'ordre de 500 millions d'euros par an si l'on s'appuie sur la



Les centres des impôts sont dans le collimateur de la Cour des comptes. Photo J.-S. Evrard/Sipa

comparaison que le rapport effectue avec l'administration fiscale britannique ». Sachant que la Direction des finances publiques emploie 103.000 agents, cela représente « quelque 30.000 emplois », ajoute Gilles Johanet.

Cette administration a déjà connu en moyenne 2.000 suppressions de poste par an ces dernières années.

Si ce scénario est adopté, cela signifie 7.500 suppressions par an, soit près de quatre fois plus.

Avec la suppression de 2.000 postes par an en moyenne ces dernières années, l'administration de Bercy a largement contribué à réduire les effectifs de l'Etat. Si un

tel scénario, que le procureur général qualifie de « médian », était adopté, cela signifierait 7.500 suppressions par an, soit près de quatre fois plus, sur les quatre prochaines années. Autant dire que cela n'est pas de nature à améliorer le climat social à Bercy. Lors de la journée d'action du 22 mai, environ un fonctionnaire sur quatre du ministère des Finances a cessé le travail, soit plus du double de la moyenne dans la fonction publique d'Etat, selon les chiffres de Bercy.

Cette réflexion intervient alors que le gouvernement tarde à dévoiler sa stratégie en matière d'emplois publics. Emmanuel Macron a promis de supprimer 120.000 postes dans la fonction publique, dont 50.000 dans la sphère de l'Etat. Mais compte tenu des 20.000 créations promises dans certains secteurs régaliens, la Cour des comptes, dans son rapport annuel, souligne que le gouvernement devra en réalité supprimer 70.000 emplois publics au sein de l'Etat pour tenir ses engagements. ■

Vendredi
avec
Les Echos

DESSINE-M

Depuis leur rachat par D
Lucas et Steve Jobs se
Mais sont condamnés à être

ITALIE
Salvini, ce nom
qui fait peur à l'Europe

VIDEZ-VOU
UN MAGAZIN

Le
BIENVENUE D